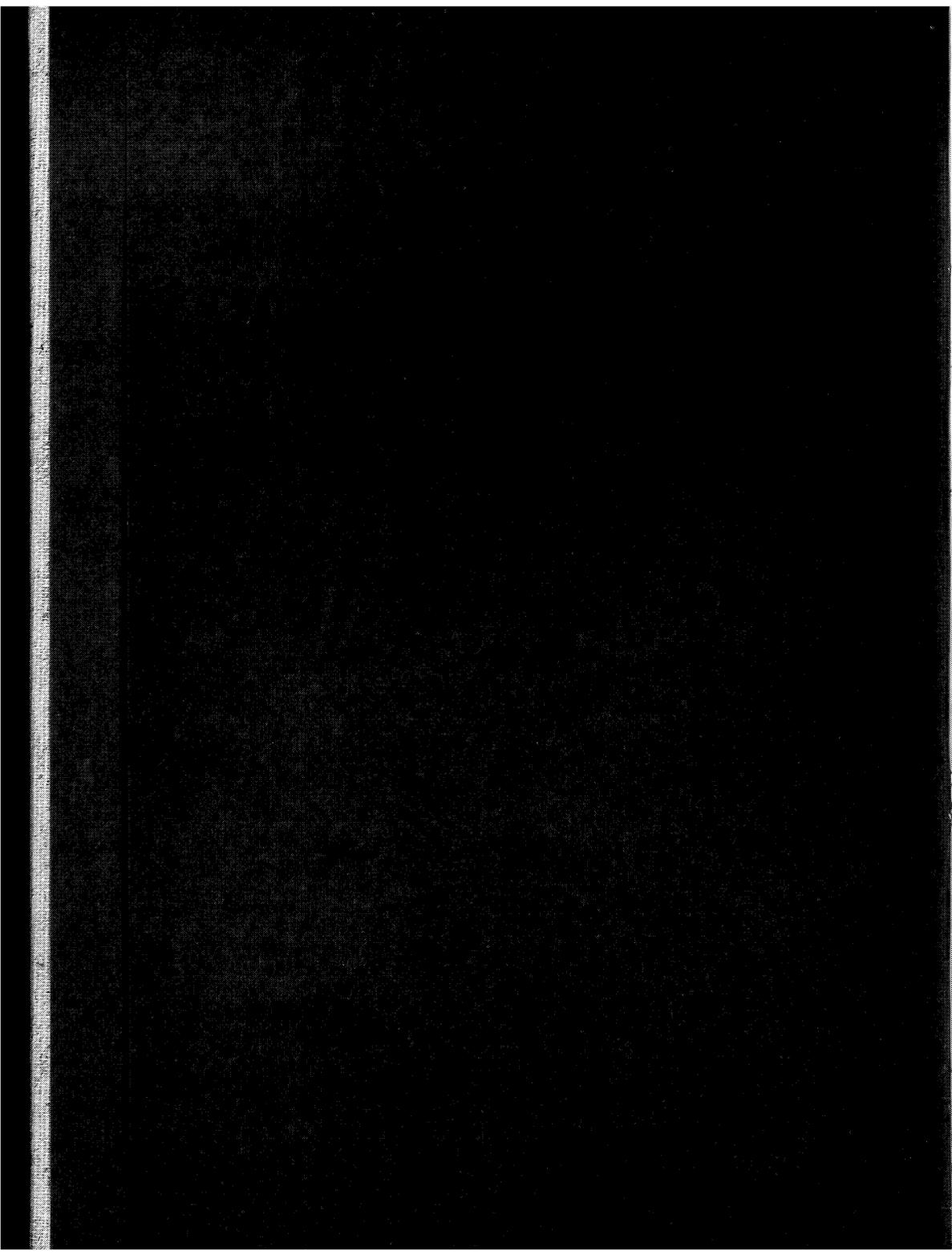


# Derrière les murs

**Récits de migrantes au temps du Covid-19**



# Derrière les murs

Ce livre est publié à l'occasion de la 5<sup>me</sup> Action  
internationale de la Marche mondiale des Femmes  
(8 mars - 17 octobre 2020)

Table de matières

<u>Préambule</u>	4
<u>Récits</u>	
Mon plus grand rêve c'est d'accéder à la liberté – A.	10
Toujours à la maison... ce n'est plus pour moi – Rahwa	20
J'ai puisé mon énergie dans le collectif – Gülizar	30
Le monde appartient aux personnes de coeur – Léocadie	36
Phénix – Arev	46
Entre tristesse et joie – Andrea Mamu	54
C'était difficile – Rojda	60
Vivre le Covid seule, malade et loin de chez soi – Amira	66
Engagements solidaires – Rafaela et Isabel	72
Il faut se battre – Odette	80
Je ne perds pas espoir – Hiwot	88
Je rêve d'une vie « normale » – Joëlle	96
Continuer la solidarité – Mine	102
Je veux apprendre le français – Riya	108
Je donne davantage de temps à mes enfants – Amouna	114
Pause ! – Lisa	122
Il faut changer le permis F – Rania	130
Incertitudes – Ana	138
Je n'arrive toujours pas à y croire – Soheila	142
Si je ne gagne pas assez, je ne peux plus aider mes enfants – Liliana	150
Une famille-trésor – Maira	158
Fai del bene e muori ammazzato / Fais le bien et tu en mourras – Michaela	166
Garder confiance – Freta	176
<u>Marche Mondiale des Femmes (2000-2020)</u>	183
<u>Plateforme « Femmes, Migration, Refuge »</u>	193
<u>Elles ont écouté, traduit, retranscrit, relu, écrit...</u>	203

## Derrière les murs

Quels murs ? Qui les érige ?  
Le XX<sup>me</sup> siècle les a créés.  
Le XXI<sup>me</sup> les multiplie.

Murs visibles.  
Murs frontières.  
Aujourd'hui : Etats-Unis/Mexique.  
Israël/Palestine.  
D'autres encore.

Barbelés aux frontières.  
Barbelés autour des camps.  
Schengen. Dublin.  
L'Europe se barricade.  
Capitalisme patriarcal.

Viols. Violences. Mariages forcés.  
Nationalismes. Souffrances. Prisons.  
Guerres. Expulsions. Exclusions.

Murs de la mort.

Ondes salées bienfaitantes de la mer.  
Et d'un coup la Grande Bleue devient  
piège.  
Disparitions. Morts.

Murs invisibles. Murs de l'indifférence.  
A l'heure du Covid-19, gestes barrières  
inédits qu'on ne peut refuser.  
Murs de la solitude, de l'absence,  
du silence et de la peur.

Murs de protection aussi.  
Abris rassurants.  
Intimité sauvegardée, voire liberté  
retrouvée, revendiquée.

Solidarité des passe-murailles.  
A cause des murs, des fenêtres s'ouvrent.  
Compassion. Empathie. Entraide.  
Des ponts se créent, d'une maison à  
l'autre, d'un continent à l'autre.

## Récits de migrantes au temps du Covid-19

Exil aggravé, violences extrêmes, racisme et souffrances pour les unes. Peur de mourir, peur de perdre l'être aimé. Inquiétude. Mais aussi attention accrue, soutien, solidarité et délivrance. Comment s'est passée la vie derrière ces murs imposés par le coronavirus ?

Les vingt-quatre récits de migrantes, recueillis en juillet et août 2020, l'attestent : la pandémie qui a bouleversé nos vies, n'a pas été vécue de manière univoque. Ces témoignages ont été rassemblés dans différents cantons de Suisse avec le souci de donner librement la parole à toutes ces femmes qui ont en commun d'avoir vécu un jour l'exil, souvent forcé, parfois choisi. Pour garantir l'anonymat à celles qui ont tant de choses à dire, mais que trop souvent personne n'entend ni écoute, nous leur avons demandé de choisir un prénom d'emprunt. Pour le reste, tout est vrai. La majorité d'entre elles se sont exprimées en français. Pour certaines, c'est leur langue maternelle. D'autres ont choisi de parler en espagnol, anglais, allemand ou hindi. Plusieurs récits ont donc été traduits, mais avec tous les témoins nous avons soigneusement vérifié que la transcription de leur parole est fidèle. Nous leur avons aussi demandé une photo. Non pas un portrait, mais quelque chose qui les caractérise, qu'elles aiment ou qu'elles souhaitent au contraire dénoncer. Que toutes ces femmes qui ont témoigné avec force et courage soient ici chaleureusement remerciées.

Marche Mondiale des Femmes/Suisse

# Marche Mondiale des Femmes

2000 - 2020



*« Nous sommes en marche pour exprimer la force des femmes organisées de manière collective, en associations, groupes, mouvements, avec des expériences, des cultures politiques et des ethnies différentes mais qui poursuivent une aspiration commune : dépasser l'ordre actuel, injuste, qui engendre violence et pauvreté. Notre marche exprime également notre solidarité internationale et le fait que nous sommes vigilantes vis-à-vis des situations vécues par les femmes dans d'autres régions du globe ».*

Extrait des statuts de la Marche Mondiale des Femmes (MMF).

### Du Pain et des Roses

L'idée germe au Québec, en 1995, lors d'une marche féministe de 200 km sur dix jours organisée par la Fédération des Femmes du Québec. Des milliers de femmes manifestent derrière la bannière *Du Pain et des Roses* pour protester contre la politique d'austérité et le sexisme de



leur gouvernement. Parmi elles de nombreuses migrantes. « Et si on appelait les femmes à marcher, dans leur pays, là où elles vivent, avec leurs propres revendications pour lutter contre la pauvreté et contre les violences ? ». Une première rencontre internationale a lieu trois ans plus tard à Montréal : 145 femmes de 65 pays et territoires se retrouvent pour

définir une plateforme de revendications pour éliminer toute forme de violences et de discriminations à l'égard des femmes. Les déléguées du Québec et de la France proposent d'inclure des droits pour les lesbiennes, ce qui jusque-là n'avait jamais été possible, notamment lors de conférences gouvernementales de l'ONU. Ce sera la base d'un appel international, adressé aux femmes du monde entier, pour organiser partout des marches à l'occasion du

### 2000 raisons pour marcher ensemble

Le 8 mars 2000, à l'occasion de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, la première marche planétaire est lancée sur tous les continents. Nous entrons dans le nouveau millénaire avec des revendications mondiales, continentales, nationales. Des femmes du monde entier se solidarisent contre la pauvreté, les conditions de vie et de travail précaires, et contre la violence. Au niveau européen, la Marche est lancée à Genève en présence de déléguées de 19 pays: Albanie, Allemagne, Belgique, Bulgarie, Croatie, Etat espagnol, Estonie, France, Hongrie, Italie, Lituanie, Macédoine, Moldavie, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse et Ukraine. Les mobilisations culminent le 17 octobre - journée internationale pour l'élimination de la pauvreté - avec des marches simultanées dans 40 pays, sur tous les continents, et des manifestations géantes, à New York et à Washington devant le siège du Fonds Monétaire international et de la Banque Mondiale avec la remise d'une pétition de 5 millions de signatures. Face à cet énorme succès, les déléguées venues de 165 pays et territoires acclament la proposition qui est faite de se retrouver cinq ans plus tard pour une deuxième action planétaire.



En 2001 la Marche Mondiale des Femmes (MMF) participe au Forum social mondial à Porto Alegre au Brésil et un an plus tard au Forum social européen qui se tient à Florence autour du slogan « contre la guerre, le racisme et le néo-libéralisme », en référence au plan de George W. Bush sur l'Irak. L'assemblée constitutive de la MMF en tant que mouvement permanent a lieu lors de la troisième rencontre Internationale en mars 2003, à New Delhi, en Inde. Les statuts sont discutés partout et une réflexion commence sur ce qui deviendra notre charte en 2005 avec cinq valeurs communes pour le monde que

### Quand les femmes bougent, le monde bouge !

Partie de São Paulo le 8 mars 2005, avec une marche de trente mille femmes venues de tout le Brésil, la deuxième action planétaire s'organise autour de la charte de la MMF. Elle circule à travers les cinq continents avec une courtepoinTE de la Solidarité, créée collectivement par les militantes au passage de la charte dans leur pays. A l'occasion de la clôture de la deuxième action mondiale qui a lieu à Ouagadougou, une première expérience d'action globale est organisée dans chaque pays entre 12h et 13h par les femmes qui ne peuvent pas toutes se rendre au Burkina Faso. Ainsi sont nées les « 24 heures de solidarité féministe », une forme d'action pratiquée depuis lors régulièrement avec des actions symboliques dans les rues entre 12 et 13h, partout où existent des groupes de femmes de la MMF.

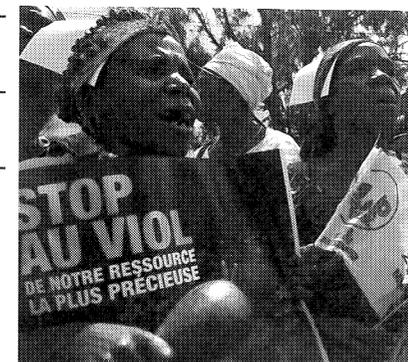
En 2007, la MMF participe à Sélingué au Mali – avec La Via Campesina, Les Amis de la Terre et d'autres mouvements – à l'organisation de Nyéléni, Forum de la Souveraineté alimentaire. Essentielle pour notre féminisme, la souveraineté alimentaire se concrétise à travers l'agro-écologie, l'économie solidaire, la lutte pour les biens communs et pour le droit à la terre. En 2008, la MMF participe à la mobilisation organisée en opposition au Forum de Davos en Suisse, qui réunit chaque année les représentants de la globalisation néolibérale.



### Tant que les femmes ne sont pas libres, nous sommes en marche !

En 2010, la troisième action planétaire pour éradiquer les causes structurelles de la pauvreté et des violences faites aux femmes s'est traduite dans quatre

Femmes ; Bien Commun et Services Publics ; Economie féministe – autonomie économique des femmes ; Paix et Démilitarisation. Plus de 100'000 femmes de 75 pays participent aux actions nationales, régionales et internationales. En Turquie, aux Philippines, en Colombie et dans la République Démocratique du Congo, régions où les guerres ont des conséquences dramatiques et où les viols et violences sont légion, les mobilisations pour la démilitarisation et la paix prennent une importance particulière. L'action de clôture a lieu à Bukavu dans la province du Sud Kivu, avec une manifestation de 20'000 femmes et des délégations venues du monde entier dans ce pays en guerre.



En 2013, l'effondrement le 24 avril de l'usine de textile de Rana Plaza au Bangladesh tue plus de mille femmes et en mutile à vie de nombreuses autres. Partout dans le monde, nous organisons des actions de solidarité et de dénonciation : le capitalisme raciste et patriarcal met en danger la vie des ouvrières qui cousent nos habits et les surexploite de façon inadmissible. Depuis lors, la MMF commémore chaque année cette date du 24 avril par une journée globale de solidarité féministe contre le pouvoir des compagnies multinationales, pour de meilleures conditions de travail pour les femmes partout dans le monde.

Le thème du droit à l'avortement garde son actualité. En Suisse, où les femmes ont lutté pendant plus de 30 ans pour obtenir une loi qui les autorise à interrompre une grossesse non désirée, les milieux anti-avortement déposent en juillet 2011 une initiative populaire contre le remboursement, par les assurances, d'un avortement légal. Une campagne intense et large aussitôt initiée par la MMF, laquelle a joué un rôle moteur fondamental dans la construction d'un mouvement qui a duré deux ans et demi, permet finalement de balayer cette initiative en vo-

mènent des mêmes luttes. C'est souvent très inspirant, et encourageant. La MMF se construit à tous les niveaux grâce à ses militantes, dans un processus en constante évolution, qui s'est donné un mode de fonctionnement exigeant avec un secrétariat international qui change de continent tous les six ans. Seule instance rémunérée, le secrétariat international formé de trois secrétaires politiques a eu son siège tour à tour au Québec (2000 – 2006), au Brésil (2006 – 2013) puis au Mozambique (2014 – ).

### Et en Suisse, que se passe-t-il ?

Suite à l'appel de la Fédération des Femmes du Québec, les femmes de onze cantons et régions de la Suisse se mobilisent dès février 2000. La coordination de la MMF est soutenue dès le début par de nombreuses



femmes actives dans le mouvement syndical et dans diverses associations. Nous participons activement au lancement européen de la Marche Mondiale des Femmes qui a lieu le 8 mars 2000 à Genève. Le 14 juin, date phare des féministes en Suisse, à la mémoire de la votation populaire du 14 juin 1981 qui inscrit l'égalité des droits dans la

Constitution fédérale, la MMF appelle les femmes à participer aux actions de clôture de la Marche aux niveaux national (manifestation à Bâle), européen (mobilisation à Bruxelles) et international (remise d'une pétition mondiale à Washington et New York).

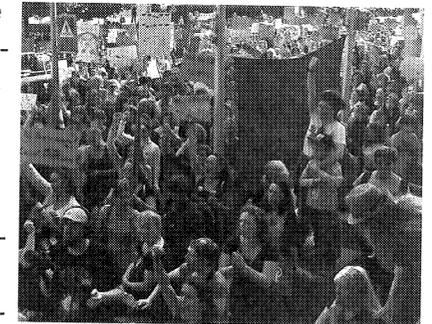
La MMF réussit à transformer, en Suisse comme ailleurs, une marche comprise au départ comme une action ponctuelle en un mouvement permanent. Plusieurs militantes participent au cours de ces années aux instances européennes (secrétariat et coordination) et internationales (comité international). Les valeurs de la MMF, les lignes politiques directrices, la solidarité internationale

des réponses et des alternatives crédibles, tout cela aide à maintenir vivant ce mouvement international qui aujourd'hui se définit à la fois comme féministe, anticapitaliste, anticolonialiste et antiraciste.



Sur la scène politique suisse, la MMF s'implique notamment dans les combats contre l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, contre la possession d'armes à domicile, contre les pratiques destructrices des multinationales, contre les violences sexuelles. L'égalité et l'extension des droits sont au centre des initiatives de la MMF. De façon régulière elle mène des actions pour soutenir en Suisse ou à travers le monde des femmes gravement menacées en raison de leur engagement pour la défense de leurs droits, ou en danger vital en raison de leur grande vulnérabilité.

La grève féministe du 14 juin 2019, d'une ampleur jamais vue en Suisse, apporte de nouvelles énergies. Fin septembre, dans le prolongement de la grève du 14 juin, la MMF organise avec ses alliées une rencontre européenne « Femmes, Migration, Refuge » à Genève. Plus de 260 femmes participent. Quatre tables rondes, dix-sept ateliers débouchent sur une plateforme de revendications communes et la décision d'une première action européenne : l'occupation de la frontière franco-italienne à Menton - Vintimille.



L'occupation des frontières est remise à plus tard, lorsque que le Coronavirus sera vaincu. En attendant, et pour que la voix des migrantes puisse se faire entendre sous une autre forme, nous publions ici leurs récits en remerciant toutes les femmes qui témoignent de leur vie au temps du Covid-19.

Pour une Europe ouverte, solidaire, égalitaire et féministe.

Plateforme adoptée le 29 septembre 2019 au terme de la  
rencontre européenne « Femmes – Migrations – Refuge » à Genève



**Les 263 participantes à la rencontre européenne « Femmes – Migrations – Refuge » qui a eu lieu à Genève du 27 au 29 septembre 2019, venues de nombreux pays du monde<sup>1</sup>, ont adopté au terme de deux jours de débats et d'échanges d'expériences la Plateforme suivante, afin de se donner des objectifs de lutte communs et de commencer à former ainsi un espace européen de résistance pour la défense des droits des migrantes.**

Au niveau mondial, nous les femmes et personnes LGBTIQ+ représentons près de la moitié des personnes migrantes. Nos statuts sont divers, plus ou moins précaires, de même que les raisons qui nous forcent au départ. Dans nos pays d'origine comme sur le chemin de l'exil et dans les mal-nommés pays « d'accueil » nous rencontrons des obstacles, des discriminations, ainsi que des formes extrêmes de violences spécifiques parmi lesquelles des violences sexuelles et des viols utilisés comme armes de guerre.

Lorsque nous demandons l'asile, nos motifs de fuite ne sont souvent ni entendus, ni pris en compte. Lorsque nous venons pour travailler, ni nos formations, ni nos expériences professionnelles préalables ne sont reconnues, nous assignant souvent à des secteurs où les conditions de travail sont particulièrement précaires, tels que l'économie domestique et les soins, ou le travail du sexe, sans oublier les victimes de réseaux proxénètes et du crime organisé qui subissent précarité et violences extrêmes.

Celles sans statut légal, nombreuses dans ces secteurs, sont d'autant plus précarisées, l'absence d'autorisation de séjour générant vulnérabilité et exploitation.

Dans une société capitaliste, patriarcale, raciste, hétéronormée et néocoloniale, où les nationalismes et la xénophobie se renforcent, où les gouvernements cherchent à limiter les possibilités d'accès à leur territoire et à criminaliser la migration, il est plus que jamais nécessaire d'élaborer une plateforme de revendications communes. Nous voulons une Europe ouverte, solidaire, égalitaire et féministe qui garantisse à chacune le droit de rester, de circuler librement, de vivre dignement et qui valorise les apports des migrantes. Pour ce faire, il est nécessaire de créer un réseau européen de solidarité entre migrantes et femmes engagées pour l'extension de nos droits, et ce quel que soit notre statut. Il faut aussi favoriser la création d'espaces permettant l'auto-organisa-

**Les exigences et dénonciations formulées dans les pages suivantes sont un outil de travail pour nos luttes communes.**<sup>2</sup>

<sup>1</sup> — Le réseau européen de résistance, créé à Genève, regroupe à ce jour des femmes d'Afghanistan, d'Allemagne, de Belgique, de Bolivie, de la Bosnie-Herzégovine, du Brésil, de la Catalogne, du Cameroun, du Chili, de Colombie, du Congo, d'Erythrée, de l'Etat espagnol, d'Ethiopie, d'Euskadi, de France, de Grèce, du Guatemala, d'Italie, du Kurdistan, du Liban, de Lituanie, du Maroc, de Norvège, d'Ouganda, des Pays-Bas, des Philippines, de Pologne, du Royaume Uni, de Sierra Leone, de Suisse, de Syrie, du Togo, de Turquie. Aux côtés des nombreuses exilées qui vivent en Suisse ou dans un des pays d'Europe, des femmes solidaires qui luttent avec elles en Suisse ou dans un des pays d'Europe pour la reconnaissance et l'extension de leurs droits ont également participé à cette rencontre. Le Maroc et l'Algérie ont refusé d'accorder un visa aux migrantes invitées comme intervenantes, alors qu'elles avaient fait toutes les démarches à temps et en respectant toutes les règles.

<sup>2</sup> — Les exigences formulées ici concernent toutes les personnes indépendamment de leur orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles. Les revendications et exigences applicables aux femmes sont entendues comme applicables à toutes les personnes qui s'identifient pleinement ou partiellement en tant que femme, indépendamment du genre attribué à la naissance, ainsi qu'à toutes les personnes qui sont (ou, dans certains cas, ont été) considérées comme femmes.

**Pour un véritable accueil, nous exigeons :**

- le droit de rester pour toutes : pas de renvois notamment au nom des accords de Dublin pour les femmes victimes de violences et l'abolition du principe dit « des pays sûrs ».
- la suppression de toutes violences institutionnelles et structurelles.
- l'abolition des centres de rétention et de l'emprisonnement administratif.
- la liberté de déplacement.
- le droit au travail et à la formation dès l'arrivée, sans discrimination.
- la reconnaissance des formations antérieures, des compétences et de l'expérience préalable.
- une offre suffisante de cours de langues gratuits.
- des conditions de logement dignes.

**Pour une véritable mise en oeuvre de la Convention d'Istanbul, nous exigeons :**

- la ratification sans réserves de la Convention d'Istanbul par tous les pays qui ne l'ont pas encore ratifiée et sa pleine mise en application partout.
- le retrait de toutes les réserves et la défense de cette Convention face aux attaques dont elle fait l'objet dans certains pays.
- des droits égaux pour toutes les femmes victimes de violence indépendamment du statut de séjour, du lieu où ont été commises les violences y compris sur la route de l'exil.
- l'octroi d'autorisations de séjour indépendantes de l'état civil, de la situation familiale ou des personnes employées.
- des ressources suffisantes pour la prévention, la sensibilisation et la formation en matière de

- des ressources spécifiques pour les organisations et les associations qui accompagnent les femmes victimes de violence.
- la reconnaissance de l'expertise des associations féministes, ainsi que la formation des intervenant·e·s sur les questions de violence et d'égalité de genre, des campagnes de sensibilisation sur toutes les formes de violence et une recension précise de tous les cas de violence.

**Pour une Europe qui garantisse un refuge aux femmes et aux personnes LGBTIQ+, nous exigeons :**

- la reconnaissance des violences de genre comme motif d'asile.
- une procédure d'asile et des modalités d'accueil qui prennent en compte les besoins spécifiques des femmes et des personnes LGBTIQ+.
- le droit d'être entendues par des intervenant·e·s du genre de leur choix.
- des foyers qui prennent en compte la diversité des orientations sexuelles, des identités et des expressions de genre.
- une protection particulière et accrue des mineur·e·s non accompagné·e·s en ce qui concerne leur intégrité physique, psychique et sexuelle, ainsi que le droit à la formation, y compris à la formation professionnelle.
- le droit d'accès de la société civile aux centres de requérants d'asile, centres de rétention, ou autres lieux fermés, afin de rompre l'isolement, d'informer la population de ce qui s'y passe et de créer des solidarités.

**Pour un accès aux soins pour toutes, nous exigeons :**

- des services de santé gratuits, publics et de

- la prise en compte des souffrances invisibilisées, physiques et/ou psychiques, ainsi que de la santé sexuelle et reproductive.
- une information aux migrantes sur les services de santé, ainsi qu'une formation des personnels soignants aux thématiques migratoires, et davantage de moyens pour la médiation culturelle.

**Pour un accès à la justice pour toutes indépendamment du statut de séjour, nous exigeons :**

- l'information sur les droits, l'accès, le fonctionnement de la justice dans une langue et un langage accessibles.
- le droit d'être entendue, d'être prise au sérieux, d'être protégée, sur une base de présomption de vérité dans tous les cas de dénonciation de violence.
- la dissociation de la procédure pénale et de la procédure administrative.
- pour les personnes sans statut légal, la mise en place de mécanismes qui fassent primer le droit de la victime sur la législation en matière d'immigration et dès lors la non-transmission des données entre les autorités pénales et les autorités en charge des questions migratoires.

**Pour la reconnaissance et la valorisation du travail domestique, éducatif et de soins, ainsi que de son caractère indispensable à la vie, nous exigeons :**

- la régularisation de toutes les travailleuses de l'économie domestique selon le principe un travail/un permis.
- un salaire réglementé et digne pour les travailleuses de l'économie domestique qui prenne en considération la qualification, l'expérience et la pénibilité du travail.

- matière de travail (horaires de travail, repos, veille), de même que du droit des assurances sociales pour le secteur de l'économie domestique, indépendamment du statut de séjour.
- la liberté syndicale et d'organisation.
- la ratification de la Convention 189 de l'OIT et sa mise en oeuvre concrète.
- l'engagement des Etats de mener des campagnes de visibilisation du travail domestique, éducatif et de soins, et de récolter des statistiques fiables.

**Contre l'impunité des sociétés transnationales (STN), nous exigeons :**

- la reconnaissance de la responsabilité des STN dans les violations des droits humains, les guerres et le changement climatique, qui causent des déplacements forcés de populations conduisant à des mouvements migratoires structurels.
- l'adoption d'un instrument juridique international contraignant sur les STN et les droits humains permettant de mettre fin à l'impunité des STN, d'instaurer des sanctions, et de permettre des réparations pour les populations affectées.
- la hausse de la taxation des profits réalisés par les STN.
- le renforcement du secteur public et l'arrêt des privatisations.

Nous dénonçons le rôle des guerres, des politiques d'extraction, du changement climatique, ainsi que le rôle de l'industrie agro-alimentaire comme causes des migrations et destruction de l'environnement.

Nous dénonçons le rôle des STN dans le changement climatique qui affecte de manière disproportionnée les populations appauvries et celles qui vivent dans la

Plateforme européenne « Femmes – Migrations – Refuge »

Nous dénonçons un système financier qui agit comme un moteur et aussi comme un facilitateur des agissements destructeurs des STN, avec la complicité de certains Etats.

**Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans discriminations, nous exigeons :**

- l'égalité de traitement pour toutes et tous, contre le délit de faciès.
- le développement de moyens pour l'éducation antiraciste et anti-sexiste, dès le plus jeune âge.
- la liberté de s'habiller comme chacune le souhaite.
- le droit pour toutes de participer à la vie politique du pays où elles vivent.

Nous dénonçons les actes quotidiens de racisme, de harcèlement raciste, de harcèlement sur le lieu de travail, ainsi que le racisme institutionnel.

**Nous ne laisserons pas le féminisme être instrumentalisé et récupéré par le racisme et le nationalisme !**

**Nous lutterons contre tous les fondamentalismes !**

**Patriarcat, néo-libéralisme, néo-colonialisme, basta !**

**Pour la reconnaissance de l'intersectionnalité des oppressions et la convergence des luttes !**

**Solidarité avec les femmes du monde entier !**

Genève, le 29 septembre 2019, Marche  
Mondiale des Femmes – Suisse.

**Printemps 2020, des mesures inédites sont mises en place en Suisse comme ailleurs dans le monde pour protéger la population contre le Covid-19 et essayer d'endiguer la maladie. Elles transforment nos vies. Ce bouleversement n'a pas le même poids selon nos conditions d'existence, notre logement, nos ressources financières, notre état de santé, notre vécu antérieur. La Marche Mondiale des Femmes donne ici la parole à celles que l'on entend si peu, et qui pourtant ont souvent appris à dépasser les murs. Point commun des femmes témoins : avoir un jour vécu l'exil. Quelle résonance la pandémie a-t-elle eue pour elles ? Comment ont-elles traversé cette période ? Que peuvent-elles nous apprendre ?**